



Annales historiques de la Révolution française

354 | octobre-décembre 2008
Varia

Béatrice Baumier, *Tours entre Lumières et Révolution. Pouvoir municipal et métamorphoses d'une ville (1764-1792)*

Frédérique Pitou



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10949>
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008
Pagination : 225-228
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Frédérique Pitou, « Béatrice Baumier, *Tours entre Lumières et Révolution. Pouvoir municipal et métamorphoses d'une ville (1764-1792)* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 354 | octobre-décembre 2008, mis en ligne le 14 décembre 2009, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10949>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

Béatrice Baumier, *Tours entre Lumières et Révolution. Pouvoir municipal et métamorphoses d'une ville (1764-1792)*

Frédérique Pitou

RÉFÉRENCE

Béatrice Baumier, *Tours entre Lumières et Révolution. Pouvoir municipal et métamorphoses d'une ville (1764-1792)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 548 p., ISBN 978-2-7535-0351-9, 24 €

- 1 Le sous-titre de l'ouvrage définit parfaitement son objet : il ne s'agit pas d'un travail sur Tours et si l'aspect de la ville au siècle des Lumières est bien étudié c'est toujours dans l'optique du rôle qu'a joué la municipalité dans ce que l'auteur qualifie de « métamorphose ». Issue d'une thèse préparée sous la direction de Claude Petitfrère et soutenue à l'université de Tours en 2004, la publication des PUR ne laisse que peu de place à la présentation des sources, dont on devine cependant l'essentiel à travers les notes de bas de page : il s'agit d'une série continue de registres de délibérations de la municipalité, source évidemment de premier choix pour un tel sujet et qui attendaient leur historien. La seconde caractéristique de l'ouvrage réside dans la chronologie choisie ; enjambant la traditionnelle frontière de 1789, il s'achève sur les premières années de la Révolution en partant des années 1760, de l'époque de la réforme L'Averdy, dont l'auteur estime qu'elle constitue les prémices de la révolution municipale de 1789-1790.
- 2 Le livre est organisé en trois parties ; la première, « les municipalités successives », est consacrée aux mutations de l'institution municipale tourangelle de 1764 à 1792 : la réforme de L'Averdy (1764-1771), le régime de l'édit de Terray (1771-1789), les premières années de la Révolution (1789-1791) ; la deuxième, « les moyens du pouvoir municipal »,

s'intéresse à ce qu'est cette institution, indépendamment de ses avatars ; la troisième partie, « la gestion urbaine », s'attache à l'action du corps de ville.

- 3 La municipalité de Tours a été remaniée à plusieurs reprises, mais elle est toujours composée d'un corps restreint permanent dont le nombre varie peu (maire, lieutenant de maire, échevins ou officiers municipaux à partir de 1790, conseillers ou assesseurs, procureur du roi), soit une dizaine de personnes. L'auteur étudie les fonctions de chacun et ses prérogatives tout au long de la période considérée. Si l'assemblée générale des habitants a disparu depuis 1759 (elle est rétablie à l'été 1789 lors de la révolution municipale), un organe consultatif la représente, le corps de ville élargi, composé des députés des paroisses, ou des notables lors de la réforme L'Averdy puis du conseil général de 1790. La répartition socio-professionnelle des membres de l'échevinage montre que les marchands et entrepreneurs constituent la catégorie la mieux représentée alors que les officiers supérieurs voient leur part diminuer tout au long de la période (le corps de ville n'est plus composé des grands personnages du présidial ou du bureau des finances) ; les professions libérales et les artisans font leur entrée au cours de la période, en 1790 pour ces derniers, alors qu'ils ont pu participer aux opérations électorales sous le régime de la réforme L'Averdy.
- 4 Dans un chapitre intitulé « le corps de ville au quotidien » est présenté le cadre du travail de la municipalité et tout d'abord les hôtels de ville successifs. On apprend beaucoup sur le fonctionnement du corps de ville (malgré une tentative de préparation décentralisée du travail, tout reste concentré entre les mains du maire), sur le rythme des assemblées et sur l'assiduité aux séances (les édiles sont classés en « très consciencieux », « consciencieux » et « absentéistes »)... L'auteur insiste sur le fait qu'en cette seconde moitié du XVIII^e siècle l'engagement municipal correspond à la volonté de réaliser un travail efficace au service du bien commun. Cette nouvelle conception du pouvoir municipal, apparue lors de la réforme L'Averdy se confirme durant les premières années de la Révolution ; il ne s'agit plus d'une sinécure procurant du prestige, mais d'un travail dans lequel il est nécessaire de s'investir, même si les édiles tirent toujours de leurs fonctions la reconnaissance du public. La pénurie financière des échevinages est permanente ; les ressources de la ville sont constituées des revenus patrimoniaux et des octrois, notoirement insuffisants. Les édiles en prennent tardivement conscience en travaillant au bilan demandé en 1764 par L'Averdy. La gestion est singulière : lorsque la caisse municipale est vide, son receveur comble le retard en puisant dans ses propres fonds et dans les caisses parallèles qu'il gère également (celle du collège, et surtout celle de l'extraordinaire des guerres).
- 5 Une des caractéristiques du travail de Béatrice Baumier a également été de suivre l'évolution, au fil du temps, des trois manières pour la ville, de soutenir le régime : le relais de la propagande du pouvoir central, la participation à l'aide militaire puis fiscale. Sous l'Ancien Régime, il s'agit tout d'abord de la célébration du culte monarchique. La participation à l'aide militaire consiste en fourniture d'hommes pour la milice provinciale et en hébergement de soldats. La participation fiscale est modeste, l'essentiel étant réalisé par les services de l'intendance. La ville s'occupe de la répartition de la capitation pour laquelle elle demande le concours des communautés de métier. Entre 1790 et 1792, l'institution municipale joue un rôle essentiel dans la mise en place des nouvelles structures administratives, judiciaires, religieuses et fiscales ; les nouveaux administrateurs sont installés par l'ancien corps de ville, selon un rituel proche de l'ancien (son des cloches, procession dans les rues de la ville, serment et, nouveauté, des

discours) et de nature à assurer la cohésion urbaine et à respecter le bien commun. La gestion de la question des biens d'Église en témoigne : à Tours, la Révolution ne fut pas synonyme de saccages répétés, les édiles prenant soin des biens nationaux : ils répertorient, inventorient les objets précieux des églises fermées, comme s'ils étaient soucieux d'assurer la pérennité de la mémoire collective.

- 6 L'action de ces édiles, c'est tout d'abord le souci du maintien de l'ordre et les préoccupations, nouvelles au XVIII^e siècle, de l'urbanisme et du soutien aux activités économiques et culturelles. Sous l'Ancien Régime, la ville a des pouvoirs de police limités depuis la création d'un lieutenant de police rattaché au siège présidial (1699), mais elle essaie cependant de surveiller les communautés de métier, en particulier celles qui ont un rôle dans l'approvisionnement en produits alimentaires. Les officiers de la période révolutionnaire récupèrent ce droit. Bien que favorable aux principes du libéralisme économique, la municipalité doit intervenir pour maintenir l'ordre, garantir la tranquillité des marchés et éviter les émotions populaires. Un chapitre, bien documenté, sur la milice bourgeoise, montre son organisation, son recrutement, ses missions, son habit... Placée sous l'autorité du Comité permanent en juillet 1789, elle devient garde citoyenne puis nationale... La politique municipale d'assistance évolue avec l'esprit des Lumières ; aux secours ponctuels (contre le froid, les inondations) se substituent une tentative d'organisation de secours et surtout un souci de prévention. À cette politique d'assistance se rattachent les secours organisés pour les victimes d'incendie (création d'une compagnie de pompiers) et de noyades (l'installation, comme à Paris, de « boîtes à noyés »).
- 7 Pendant les premières années de la Révolution, l'inquiétude est constante en matière de maintien de l'ordre. Des troubles d'un genre nouveau apparaissent : ceux liés aux affrontements entre partisans et adversaires de la Révolution. La politique religieuse de la Constituante amène un changement d'attitude des édiles : modérés au début, tolérants même avec les prêtres réfractaires, ils vont se montrer très sévères à leur égard en appliquant scrupuleusement les ordres officiels concernant les ennemis de la Révolution (dont le rassemblement et l'internement des prêtres réfractaires en vue de leur déportation).
- 8 Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, Tours a connu de formidables bouleversements au moins dans trois domaines : l'urbanisme, la culture et la vie économique. Les travaux d'urbanisme, conséquence de la construction de la nouvelle route de Paris en Espagne, s'étalent sur plus de quarante ans et transforment la ville en profondeur. Ce sont les ingénieurs royaux qui modifièrent l'aspect de la ville ; eu égard à la faiblesse de ses moyens financiers, la municipalité n'eut qu'un rôle secondaire, mais cependant bien réel : au contact des ingénieurs et de l'intendant, les édiles découvrent cette idée neuve à l'époque moderne qu'est l'aménagement urbain et vont se lancer dans la modernisation de l'aspect de leur ville. Le démantèlement progressif de la muraille, qui s'accélère dans les années 1770-1780 en partie sous la pression des habitants désireux d'avoir une ville plus « commode », le perfectionnement de la voirie par le pavage et le nettoyage des rues, l'aménagement et la décoration des places et des rues anciennes, l'amélioration de l'alimentation en eau, l'illumination de la ville. Pour faire face à cette dernière dépense, la ville décide de lever une nouvelle taxe (rôle commencé en 1785) car, chose nouvelle, les édiles tentent désormais de financer leurs projets. D'autres chantiers, menés par les autorités ecclésiastiques, améliorent également les conditions de vie des citoyens, comme le transfert des cimetières (1776).

- 9 L'activité de la municipalité accompagne la prospérité économique des années 1780 en tentant de remédier à la médiocrité des infrastructures (pas de halles, peu de ports, pas de quais). L'activité marchande bénéficie de l'intérêt grandissant de la monarchie pour les questions économiques et du ralliement des intendants Lescalopier (1756-1766) puis du Cluzel (1766-1783) aux thèses libérales et physiocratiques. Ils réveillent de vieilles structures endormies, comme le corps des inspecteurs des manufactures et contribuent à la réalisation de nouveaux projets tel celui de la Société d'agriculture. Les édiles obtiennent le rétablissement de foires (en 1782, grâce à l'action du maire Étienne J. C. Benoît de la Grandière) et l'abolition de la douane d'Ingrandes à l'entrée de la Bretagne. Les édiles sont également sollicités pour obtenir le maintien à Tours du directeur des domaines de la généralité qui doit partir pour Angers en 1787 et dont les négociants tourangeaux utilisent les services pour pallier l'absence de banque. Soucieux d'accompagner le développement économique, le corps de ville fait également la suggestion originale d'une sorte d'indemnité de chômage, même si elle se contente de l'habituel secours de la charité en cas de crise économique. Mais pour les officiers municipaux des premières années de la Révolution, les problèmes politiques prennent le pas sur toute autre considération.
- 10 Alors que la vie culturelle paraît atone à Tours, les Lumières s'y diffusent comme ailleurs et si certains édiles manifestent, à titre individuel, de l'intérêt pour l'esprit nouveau, la municipalité contribue en tant que corps au renouveau culturel de la cité et en particulier à l'enseignement. Si elle est peu active en matière d'instruction populaire, la ville commence dans les années 1780 à réfléchir à la modernisation de son collège qui décline ; on le confie à la congrégation de l'Oratoire. En dépit de son manque d'argent, la municipalité tient à le soutenir, notamment en assistant à des récompenses offertes aux meilleurs élèves. Elle soutient aussi des enseignements spécialisés dans le domaine médical, l'école publique de chirurgie et les formations des sages femmes, ainsi qu'une école de dessin.
- 11 Assorti d'annexes fort intéressantes et de précieux index, cet ouvrage est porté par un fonds documentaire très important qui permet de mener une recherche originale, présentant les inflexions importantes du siècle des Lumières et les décisions des premières années de la Révolution comme un aboutissement...